

Notre démocratie est en train de se noyer



Opinion



DR Lydia Lehmann et Audrey Vandembroeck-Torrini

Pasteures avec 25 autres cosignataires (*)

■ 24 871 migrants ont péri ou ont disparu en Méditerranée depuis 2014. Battons-nous afin de lutter contre la banalisation d'une tragédie silencieuse insoutenable.

Nous rédigeons cette carte blanche en tant que pasteures protestantes. Nous souhaitons prendre la parole pour dénoncer, comme citoyennes et à partir de notre foi chrétienne, une situation qui nous apparaît dramatique et qui demande une réaction de la part de tous les acteurs de la société, à l'instar du milieu associatif, des magistrats ou encore plus récemment des universitaires. Nous souhaitons joindre nos voix aux leurs.

Parmi les piliers qui fondent notre démocratie, il y a nos valeurs humanistes et notre système judiciaire, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme est l'héritière. Ses deux premiers articles stipulent que "tous les êtres

humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. [...] Ils doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. [...] Il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante".

Depuis plusieurs années pourtant, nos valeurs humanistes se noient au fond de la mer Méditerranée, aux côtés d'hommes, de femmes et d'enfants, qui ont commis le crime de se déplacer. Il nous restait le droit... Mais depuis quelques mois, l'État belge a décidé qu'il ne respecterait plus la loi.

L'indifférence au drame

Rappelons que le gouvernement est en devoir, au regard du droit in-

ternational, de loger, de nourrir et d'offrir des soins aux personnes déposant une demande d'asile dans notre pays. Dans les faits, en Belgique, des milliers de personnes sont renvoyées à la rue, une fois leur demande enregistrée. Depuis janvier 2022, l'État belge a ainsi été condamné 7 000 fois par les tribunaux du travail et 1 132 fois par la Cour européenne des droits de l'homme. Le gouvernement n'a ni daigné assumer les contraintes ni changé sa ligne politique, au point que les magistrats de Bruxelles sont sortis de leur devoir de réserve en 2022, pour alerter la population sur ce qu'ils estiment être la fin de l'État de droit. Est-ce que nous prenons la mesure de la gravité de cette réalité politique belge?

Dernièrement, nous avons encore franchi une étape: la secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration a décidé, de manière totalement discriminatoire, que les hommes seuls ne seraient plus pris en charge par le réseau Fedasil. Il s'agit d'une mesure qui va à l'encontre de toutes nos lois et de toutes nos valeurs. Le Conseil d'État belge, rempart contre les décisions administratives abusives de nos autorités, a suspendu ce décret. La secrétaire a cependant décrété qu'elle maintiendrait cette mesure illégale. 30 experts universitaires ont tiré la sonnette d'alarme: c'est un "viol de la démocratie", car si l'État ne respecte plus la loi, nous n'avons plus aucun garde-fou contre toute autre décision à l'encontre des citoyens et de la démocratie.

Il y a, en outre, derrière ce débat, une réalité dramatique sur le plan humain que nous ne devons pas cesser de dénoncer et à laquelle nous ne pouvons pas nous habituer. Nos scrollings des fils d'actualité nous poussent irrévocablement vers l'indifférence, la quantité d'informations à traiter devenant toujours plus massive. Il en résulte que des faits tragiques, bien réels, sont invisibilisés au milieu du flux incessant de données nous parvenant.

Nous ne pouvons nous empêcher de nous dire que derrière les nouvelles qui s'accumulent, et qui finissent par devenir banales, se joue aujourd'hui un crime que l'histoire finira par nommer.

La frontière la plus meurtrière

Aux portes de l'Europe, des personnes fuyant la guerre ou une misère endémique meurent noyées par milliers chaque année. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que 24 871 migrants ont péri ou ont disparu en Méditerranée depuis 2014, mais le nombre réel serait encore plus élevé. Cette réalité a pris une ampleur telle que la frontière européenne est devenue la plus meurtrière au monde, selon l'ingénieur de recherche au CNRS Nicolas Lambert.

Les plus chances arrivent jusque dans nos villes, endeuillés par cette route migratoire tragique. Depuis des mois, à Bruxelles, des Burundais, Syriens, Afghans, dont la situation catastrophique du pays d'origine n'est plus à démontrer, se voient refuser leurs droits fondamentaux.

C'est notre humanité qui est en jeu

Les églises chrétiennes ne peuvent rester silencieuses face à ce drame qui se déroule sous nos yeux. Dans la foi chrétienne s'ancre la conviction profonde que chaque vie humaine est précieuse. Le soin aux plus vulnérables est omniprésent dans les textes bibliques, qui font aussi partie de notre patrimoine. Dans un texte prophétique de l'Ancien Testament, l'auteur s'exclame : ce qui plaît à Dieu, "n'est-ce pas partager ton pain avec l'affamé, héberger chez toi les pauvres sans abri, si tu vois un homme nu, le vêtir ? [...] Alors ta lumière éclatera comme l'aurore" (Ésaïe 58, 7-8).

N'y a-t-il pas une lumière éclatante, dans les quartiers, les villes, les pays où des personnes, venant de tous les arrières-plans convictionnels, ont fait preuve d'accueil envers les plus vulnérables ?

tante, comme le dit ce texte, dans les quartiers, les villes, les pays où des personnes, venant de tous les arrières-plans convictionnels, ont fait preuve d'accueil et d'humanité envers les plus vulnérables ? Comment nous souvenons-nous aujourd'hui de ceux qui ont lutté pour les droits civiques par le passé ? Comment nous souviendrons-nous de ceux qui ont distribué des bouteilles d'eau sur l'île de Lesbos, de ceux qui ont hébergé des migrants à Bruxelles, malgré une opposition politique et une opinion publique hostile ? La manière dont nous traitons les plus pauvres et les plus défavorisés de nos villes n'est-elle pas un indicateur de notre humanité ?

Battons-nous ainsi, coûte que coûte, afin de lutter contre la banalisation d'une tragédie silencieuse insoutenable. Engageons-nous. Interpellons nos politiques pour préserver la démocratie, héritage précieux, mais fragile, et œuvrons pour continuer d'insuffler l'esprit de fraternité, indispensable à la construction d'un avenir digne.

→ (*) *Cosignataires: Yves Seymoens, pasteur; Luc Torrini, pasteur; Sylvie Vandevoorde, professeuse de religion*

protestante, Yves Gabel, pasteur; Bernard Coyault, doyen de la Faculté Universitaire de Théologie Protestante; Nathan Torrini, directeur de Serve the city Belgique asbl; Léo Lehmann, traducteur en théologie; François Choquet, pasteur; Yann Gabel, pasteur; Sandrine Boni, pasteur; Michel Gazon, pasteur; Bâtir le bien commun, collectif chrétien engagé dans les luttes sociales; Claude Vilain, pasteur et auteur; Chris Guichot de Fortis, directeur de L'Olivier 1996 asbl; Gayl Russel, présidente de la Community Kitchen ASBL; Ricky Venter, pasteur; Natalia Venter, pasteur; Eveline van de Lagemaat – van Luik, aumônière protestante en centres fermés; Frank Estiévenart, major de l'Armée du Salut; Pierre Osselaer, de l'Association baptiste; Roger Lefebvre, pasteur; Françoise Amette, aumônière protestante; Rose Maurer, responsable de Serve the city Wavre; Frédéric Rottier, directeur du Centre Avec; Simon-Olivier de Montpellier, rédacteur en chef de la revue En Question.

→ Le texte complet avec ses liens est sur lalibre.be

CHRONIQUE

Des propos racistes qui pourraient rapporter

■ Paradoxe : les paroles racistes de Conner Rousseau pourraient donner des voix supplémentaires à Vooruit.



Rik Torfs

Recteur honoraire de la KU Leuven

J.C. Guillaume

À petit matin du 2 septembre, Conner Rousseau, en état d'ébriété profond dans un café à Saint-Nicolas, a lancé des propos racistes à des policiers. Il leur a conseillé d'utiliser leurs matraques contre des Roms, "ces hommes bruns". Rousseau, tout en disant qu'il ne se souvenait de rien, a compris tout de suite les répercussions possibles de ses paroles. Ainsi, a-t-il contacté le chef de la police pour éviter qu'un procès-verbal ne soit dressé. En outre, il a pu faire interdire par un juge des articles de presse concernant ses propos dans une décision judiciaire incompatible avec l'article 25 de la Constitution interdisant la censure préventive. Toutefois, le contenu de ses paroles étant devenu public, le président de Vooruit n'avait pas d'autre choix que de s'excuser, ce qu'il a fait de façon peu convaincante, citant des circonstances atténuantes pour lui-même, dont son état d'ivresse et la situation difficile dans certains quartiers de Saint-Nicolas.

Normalement dans ces circonstances, un président de parti combattant le racisme et la discrimination aurait dû démissionner. Mais Monsieur Rousseau ne l'a pas fait et conserve le soutien de son parti. Comment l'expliquer ? Il s'agit d'un conflit entre les grands principes moraux et l'opportunisme électoral. Rousseau, depuis qu'il est devenu président en 2019, a su faire monter Vooruit dans les sondages, où il se situe désormais avec 15 ou 16 % des voix en troisième position en Flandre, relativement loin derrière le Vlaams Belang et la N-VA. Mais en réalité, dans le contexte belge, son parti est devenu le premier parti du nord du pays, le Vlaams Belang étant exclu de toute participation à un gouvernement fédéral et la N-VA, prônant une forme de confédéralisme que les partis francophones rejettent, n'est pas incontournable. C'est une position de force que les socialistes flamands n'ont jamais eue dans leur histoire, et ceci après des années difficiles sous la présidence de Bruno Tobback ou encore John Crombez.

Pour obtenir ce résultat, Conner Rousseau s'est servi de trois techniques.

D'abord il y a le culte de la personnalité. Monsieur Rousseau est une vraie vedette, inspirant beaucoup de jeunes. Son style décontracté, l'élaboration parfaite de son image de marque et son accessibilité dans les médias sociaux expliquent cette réussite. Ensuite, malgré son jeune âge, il a introduit une grande discipline interne au sein de son parti, véritable coup de force car allant à l'encontre de la tradition des socialistes flamands. Enfin, et c'est sans doute l'élément le plus important, il a repris certains thèmes de droite, sur l'emploi par exemple, mais aussi sur les problèmes de société. D'où la fameuse phrase : "Quand je roule dans Molenbeek, moi non plus je ne me sens pas en Belgique." Propos discutables, certes, mais jusqu'à il y a peu, Rousseau a toujours su éviter le racisme ouvert.

Les mots que le président a prononcés à Saint-Nicolas placent les socialistes flamands devant un dilemme. Ils savent très bien que ce que Conner Rousseau a dit est inadmissible et n'a pas de place dans un parti respectable. Mais ils réalisent aussi que, sans Rousseau, le capital électoral récemment accumulé risque de disparaître dans les mois qui précèdent les élections. La tension entre la moralité et l'opportunisme électoral atteint son point culminant dans l'idée suivante : il est possible que les propos racistes de Rousseau lui donnent des voix supplémentaires. Certes, d'aucuns prendront leurs distances avec Vooruit, dont certains électeurs traditionnels, mais un autre groupe, sans doute plus important, appréciera en silence que Rousseau "a osé dire ouvertement ce que beaucoup de gens pensent". Il faut attendre les sondages, mais il est tout à fait possible que les propos de Rousseau favorisent la position électorale de Vooruit.

Cependant, un autre problème se dessine. Si Rousseau semble toujours être en mesure de conduire son parti à un succès électoral, par ricochet Vooruit perdra toute légitimité dans les discussions politiques sur le racisme et l'exclusion. À terme, les paroles du président risquent d'accélérer la disparition du cordon sanitaire autour du Vlaams Belang, un cordon déjà désapprouvé par la majorité des Flamands. Il se peut très bien que ce soit finalement un politique de gauche qui se trouve à la base de la fin du cordon. Parfois, c'est l'ironie de l'histoire.

→ Titre et chapô sont de la rédaction. titre original : "Les propos de Conner Rousseau, un tournant politique?"